

2° Cinq représentants des personnes pratiquant l'alpinisme, dont quatre désignés par la fédération française de la montagne.

3° Cinq représentants des organisations professionnelles de l'alpinisme les plus représentatives, dont un au titre des accompagnateurs de moyenne montagne.

A titre consultatif, la commission peut faire appel à toute personne dont l'avis est de nature à éclairer ses travaux.

Art. 2. — La commission consultative de l'alpinisme se réunit au moins une fois par an à l'initiative de son président. En outre, elle peut être convoquée à la demande du tiers au moins de ses membres.

Les avis de la commission consultative sont pris à la majorité relative des voix des membres présents. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 3. — Au sein de la commission consultative de l'alpinisme, une section permanente traite les affaires courantes. Elle donne son avis, à la demande du président, sur toute question présentant un caractère d'urgence.

Art. 4. — La section permanente visée à l'article 3 ci-dessus est composée des personnes suivantes :

Le directeur de l'école nationale de ski et d'alpinisme ou son représentant, président ;  
Un contrôleur de l'alpinisme ;  
Deux représentants de la fédération française de la montagne ;  
Deux représentants de l'organisation professionnelle de l'alpinisme la plus représentative, dont un au titre des accompagnateurs de moyenne montagne.

Le président de la section permanente peut, à titre consultatif, faire appel à toute personne dont l'avis est de nature à éclairer ses travaux.

Le secrétariat de la section permanente est assuré par l'école nationale de ski et d'alpinisme.

Art. 5. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 octobre 1977.

PAUL DIOUD.

Mesures d'équivalences prévues par le décret n° 76-556 du 17 juin 1976 relatif à l'encadrement et à l'enseignement des sports de montagne.

Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 modifiée réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession ;

Vu la loi n° 75-938 du 29 octobre 1975 relative au développement de l'éducation physique et du sport, notamment ses articles 7 et 24 ;

Vu la loi n° 76-609 du 8 juillet 1976 relative à la validation des brevets d'Etat de moniteur et de professeur de ski nordique de fond ;

Vu le décret n° 72-490 du 15 juin 1972 portant création d'un brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif ;

Vu le décret n° 76-556 du 17 juin 1976 relatif à l'encadrement et à l'enseignement des sports de montagne ;

Vu l'arrêté du 8 mai 1974 relatif aux examens de formation commune du brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif ;

Vu l'arrêté du 3 décembre 1976 relatif à la formation spécifique du brevet d'Etat de ski (option Ski nordique de fond) ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 1976 relatif à la formation spécifique du brevet d'Etat de ski (option Ski alpin) ;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> septembre 1977 relatif à la formation spécifique du brevet d'Etat de ski (option Moniteur de ski alpin pour enfants) ;

Vu l'arrêté du 18 juillet 1977 relatif à la formation spécifique du brevet d'Etat d'alpinisme (accompagnateur en moyenne montagne, aspirant-guide, guide de haute montagne) ;

Vu le décret n° 77-440 du 26 avril 1977 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports ;

Vu l'arrêté du 10 juin 1977 portant délégation de signature au directeur de l'éducation physique et des sports,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les limites et les conditions d'équivalence entre, d'une part, les brevets d'alpinisme et de ski institués par les lois n° 48-287 et n° 48-269 du 18 février 1943, abrogées par la loi du 29 octobre 1975 susvisée, et, d'autre part, les brevets d'Etat d'alpinisme et de ski créés par le décret du 17 juin 1976 susvisé faisant l'objet du présent arrêté sont fixées ainsi qu'il suit :

Titre I<sup>er</sup>. — Alpinisme ;  
Titre II. — Ski alpin ;  
Titre III. — Ski nordique de fond.

#### TITRE I<sup>er</sup>

##### Alpinisme.

Art. 2. — Le certificat d'aptitude à l'enseignement alpin créé par l'arrêté du 4 août 1961 est admis de plein droit en équivalence au diplôme d'accompagnateur en moyenne montagne du brevet d'Etat d'alpinisme institué par l'arrêté du 18 juillet 1977 susvisé.

Art. 3. — Le brevet d'aspirant guide créé par le décret n° 50-174 du 3 février 1950 modifié est admis de plein droit en équivalence au diplôme d'accompagnateur en moyenne montagne du brevet d'Etat d'alpinisme institué par l'arrêté du 18 juillet 1977 susvisé.

Art. 4. — Le brevet de guide de haute montagne créé par le décret du 3 février 1950 visé ci-dessus est admis de plein droit en équivalence au diplôme de guide de haute montagne du brevet d'Etat d'alpinisme institué par l'arrêté du 18 juillet 1977.

Art. 5. — Les personnes titulaires du brevet d'aspirant guide ou du brevet de guide de montagne créés par le décret du 3 février 1950 visé ci-dessus sont autorisées à exercer leur profession dans la limite des droits et prérogatives antérieurement attachés à chacun de ces brevets.

Art. 6. — Les personnes titulaires du brevet d'aspirant guide institué par le décret du 3 février 1950 visé ci-dessus, en cours de formation au 15 novembre 1976, pourront achever leur cycle de formation conformément à la réglementation antérieure à cette date.

#### TITRE II

##### Ski alpin.

Art. 7. — Le brevet d'assistante monitrice d'enfants créé par l'arrêté du 18 janvier 1970 est admis de plein droit en équivalence au brevet d'Etat de ski (option Moniteur de ski alpin pour enfants) institué par l'arrêté du 1<sup>er</sup> septembre 1977.

Art. 8. — Le diplôme de moniteur du ski français créé par le décret du 26 septembre 1951 est admis de plein droit en équivalence au brevet d'Etat de ski (option Ski alpin, deuxième degré [professeur]) institué par l'arrêté du 17 décembre 1976 susvisé.

Art. 9. — Les personnes titulaires du brevet d'assistant moniteur de ski créé par l'arrêté du 18 janvier 1970 visé ci-dessus sont autorisées à continuer à exercer leur profession dans la limite des droits et prérogatives antérieurement attachés à leur titre.

Art. 10. — Les personnes titulaires du brevet de capacité à l'enseignement du ski créé en vertu des dispositions du décret du 26 septembre 1951 susvisé sont dispensées de subir les épreuves de l'examen probatoire de l'option Ski alpin du premier degré (moniteur) de la formation spécifique du brevet d'Etat de ski institué par l'arrêté du 17 décembre 1976 susvisé.

Ces personnes sont autorisées à exercer leur profession dans la limite des droits et prérogatives antérieurement attachés à ce titre.

Art. 11. — Le brevet de moniteur auxiliaire du ski français créé par le décret du 26 septembre 1951 susvisé est admis de plein droit en équivalence au brevet d'Etat de ski (option Ski alpin, premier degré [moniteur]) institué par l'arrêté du 17 décembre 1976 susvisé.

Ces personnes sont autorisées à exercer leur profession dans la limite des droits et prérogatives antérieurement attachés à ce titre.

Art. 12. — Les candidats aux brevets d'enseignement du ski institués par le décret du 26 septembre 1951 visé ci-dessus, en cours de formation au 15 novembre 1976, pourront achever leur cycle de formation conformément à la réglementation antérieure à cette date.

#### TITRE III

##### Ski nordique de fond.

Art. 13. — Les personnes titulaires, d'une part, d'une attestation de réussite aux épreuves spécifiques de l'examen pour la délivrance du brevet d'Etat de moniteur de ski nordique de fond, organisées sur la base de l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 1973, dont les résultats sont validés par la loi n° 76-609 du 8 juillet 1976 susvisée et, d'autre part, d'une attestation de réussite à l'examen de formation commune du brevet d'Etat du premier degré d'éducateur sportif créé par le décret du 15 juin 1972 susvisé, peuvent obtenir, sur leur demande, l'attribution du brevet d'Etat de ski (option Ski nordique de fond, premier degré [moniteur]) prévu par le décret du 17 juin 1976 susvisé.

Art. 14. — Les personnes titulaires du brevet d'Etat de professeur de ski nordique de fond attribué en vertu des dispositions des arrêtés des 15 janvier 1974, 1<sup>er</sup> avril 1974 et 9 décembre 1974 portant attribution du brevet d'Etat de professeur de ski nordique de fond par équivalence et validés par la loi susvisée du 8 juillet 1976 peuvent obtenir, sur leur demande, la délivrance du brevet d'Etat de ski (option Ski nordique de fond, troisième degré [expert]) prévu par le décret du 17 juin 1976 susvisé.

Art. 15. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 27 octobre 1977.

PAUL DIOUD.

#### Budget de l'école nationale d'équitation.

Par arrêté du ministre délégué à l'économie et aux finances et du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports en date du 22 novembre 1977, le budget de l'école nationale d'équitation pour l'exercice 1977 est fixé à la somme de 13 183 116,09 F.